



CIRCULAIRE GEN n° 12 (2015)

À l'attention de tous les syndicats affiliés à l'ISP

À l'attention de tous les membres de l'EB, du SC et du WOC

À l'attention de l'ensemble du personnel de l'ISP

À toutes les fédérations syndicales mondiales, CSI, CES, FSESP

Référence : RP/DB/

Nom du contact : climatechange@world-psi.org

13 octobre 2015

Chers/chères collègues,

Position de l'ISP sur le changement climatique : Vers la COP21 et au-delà

Les chefs d'État se réuniront à Paris le 30 novembre 2015 à l'occasion de la **Conférence des Nations Unies sur le changement climatique**, pour tenter, une fois de plus, de parvenir à un accord contraignant visant à limiter le réchauffement planétaire à 2°C.

Le 29 novembre prochain, l'ISP viendra renforcer les rangs des travailleurs, des syndicats et des organisations de la société civile en vue d'organiser un **grand rassemblement à Paris** et dans d'autres pays aux quatre coins du globe, et ainsi faire savoir à nos élus qu'il est temps d'agir en faveur du climat et que nous attendons d'eux un leadership audacieux et visionnaire. Les gouvernements doivent écouter leur peuple, et pas uniquement les lobbies des entreprises.

L'ISP organisera divers groupes de discussion et elle participera aux débats menés durant ces deux semaines à Paris. Il est nécessaire que le point de vue des salariés de la fonction publique soit entendu. L'ISP collabore aux côtés de certains affiliés, de la CSI et de la FSESP, ainsi qu'avec les initiatives Trade Unions for Energy Democracy (<http://unionsforenergydemocracy.org>) et Global Climate Jobs (<https://globalclimatejobs.wordpress.com>).

- **Les syndicats affiliés à l'ISP qui prévoient d'être présents à Paris** sont priés d'entrer en contact avec David Boys, le Secrétaire général adjoint, à l'adresse climatechange@world-psi.org. Votre point de vue nous intéresse ; nous veillerons à ce que vos messages puissent être transmis. Faites nous savoir si vous prévoyez d'intervenir, ou tout du moins si vous le souhaitez, à l'occasion de l'un des événements programmés dans ce contexte.

L'humanité a besoin d'une transformation socioéconomique profonde

Le **cadre politique et économique** requis pour apporter une réponse à la crise climatique devra notamment mettre l'accent sur l'infrastructure publique et les services publics, de même que sur la mobilisation de ressources suffisantes pour appuyer une Juste Transition des travailleurs/euses et des communautés. Une telle démarche favorisera la création de nombreux emplois et la protection de la planète, tout en s'attaquant au problème de l'injustice sociale. Le rôle des gouvernements dans la résolution de la crise climatique est fondamental, dès lors que la contribution des entreprises à ce problème est avérée, celles-ci étant incapables d'apporter les solutions dont le monde a besoin puisque le marché ne répond pas à l'intérêt général.

Les solutions au défi climatique requièrent une profonde transformation du paradigme actuel en matière de développement socioéconomique, y compris les mutations industrielles. Il ne s'agit pas simplement d'apporter quelques modifications techniques aux systèmes de production énergétique ou de transport. Et il ne s'agit pas non plus de se contenter d'adapter les moteurs diesel afin qu'ils soient moins polluants et de passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables. Nous revendiquons une **redéfinition du modèle de production et de consommation prédominant**. Nous devons redonner à l'État et aux services publics leur rôle d'appui aux collectivités et faire en sorte que les travailleurs/euses et les syndicats aient les moyens de participer pleinement à toutes les étapes de ce processus.

L'ISP appuie les revendications de la CSI en faveur du climat

À Paris, nos gouvernements devraient signer un **accord sur la réduction des émissions de carbone applicable**, universel, ambitieux et contraignant, pour 2020 et au-delà ; il reconnaîtra la capacité et les engagements des pays riches et des pays pauvres, qu'il saura différencier équitablement ; et il inclura des mesures efficaces de suivi et de révision afin de limiter l'augmentation de la température mondiale à 2 °C. La fonction publique et les **fonds publics** seront des ingrédients essentiels dans ce dosage de politiques, dès lors que des fonds spécifiques sont requis tant pour aider les pays en développement que pour appuyer les mesures de Juste Transition. Les travailleurs/euses et les syndicats insistent sur les mécanismes de **Juste Transition**, qui soutiennent les travailleurs/euses directement affecté(e)s par le passage vers des économies plus sobres en carbone, voire sans empreinte carbone, à travers la reconversion professionnelle, la création de nouveaux emplois et l'aide à la rémunération. Les mécanismes de Juste Transition imposeront en fait une consultation et une participation systématiques des travailleurs/euses et des syndicats, à la fois sur le lieu de travail et dans le cadre des grandes orientations stratégiques.

- L'ISP exhorte les affiliés à appuyer ces revendications et à encourager leurs gouvernements nationaux et locaux et exercer des pressions à leur encontre, également en coopération avec leurs fédérations nationales, pour les amener à adopter cette prise de position et à la défendre à l'occasion de COP21. Ressources connexes à la page <http://www.ituc-csi.org/climate-change?lang=fr>

Des attentes modestes à Paris – Cap sur l'action nationale après COP 21

Si nous savons avec certitude qu'un accord conclu à Paris, quel qu'il soit, restera insuffisant, certains éléments nouveaux suscitent néanmoins des attentes. La première nouveauté réside dans les **engagements nationaux que prennent les pays** quant au volume de réduction d'émissions qu'ils souhaitent atteindre ces prochaines années. Tous les États Membres des NU sont censés communiquer ces **contributions prévues déterminées au niveau national (INDC)**,¹ qui seront ensuite comptabilisées et pourront être intégrées aux négociations et aux engagements de Paris.

Jusqu'à présent, 120 pays ont soumis leurs INDC, soit quelque 86 % de toutes les émissions de gaz à effet de serre. À l'appui de ces données, l'objectif de 2°C est encore loin d'être atteint. Le processus d'INDC constitue toutefois une innovation qui permettra aux négociations sur le climat de mettre un terme à l'impasse qui les paralyse depuis trop longtemps. Il est à espérer que les pays, lorsqu'ils auront sérieusement mis en œuvre leurs engagements, pourront constater que les changements s'avèrent finalement moins complexes et coûteux qu'ils ne l'attendaient. Ce faisant, **après Paris**, le mouvement syndical aura beaucoup à faire pour garantir l'implication des gouvernements dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre des engagements nationaux, qui incluent les mécanismes de Juste Transition.

Une autre nouveauté réside dans les intenses négociations entre la Chine et les États-Unis. Ces deux pays sont responsables de près de 40 % de l'ensemble des émissions de dioxyde de carbone.² La Chine est le premier émetteur de CO₂ dans le monde, mais les États-Unis sont le premier pays en termes d'émissions par habitant. En 2014 puis à nouveau au mois de septembre 2015, les deux pays ont convenu de nouvelles mesures significatives destinées à réduire les émissions de carbone. Si les accords ainsi trouvés restent en-

¹ http://unfccc.int/focus/indc_portal/items/8766.php; <http://www4.unfccc.int/submissions/indc/Submission%20Pages/submissions.aspx>; <http://www.wri.org/indc-definition>

² https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_%C3%A9missions_de_dioxyde_de_carbone

deçà de l'objectif de 2°C, leur action conjointe contribuera néanmoins à inciter de nombreux autres pays dans cette direction.

- Les syndicats sont encouragés à se procurer un exemplaire de leurs INDC nationales et à définir dans quelle mesure ils peuvent pleinement prendre part aux activités au cours des années à venir. L'ISP appuiera la coordination à travers les différents réseaux syndicaux et structures régionales.

Salutations distinguées,



Rosa Pavanelli
Secrétaire générale

Pour de plus amples renseignements : www.world-psi.org/climatechange